



Nadège LAVILLE
Spécialiste en Droit de la famille,
des personnes et de leur patrimoine
8 avenue d'Assas, 34000 Montpellier
Tél : 04.67.03.03.24

DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL

Liste des pièces à fournir

Carte d'identité ou passeport des époux (photocopie)

- Justificatif d'identité de l'épouse
- Justificatif d'identité de l'époux

Copie du **livret de famille** (photocopie de toutes les pages)

Copie intégrale de l'**acte de naissance des époux** (original et datant de moins de 3 mois)

- Acte de naissance de l'épouse
- Acte de naissance de l'époux

- Si vous êtes né(e)s en France et de nationalité française, demandez la copie auprès de votre mairie de naissance ;

- Si vous êtes né(e)s à l'étranger et de nationalité française, demandez la copie au Service central du Ministère des Affaires Étrangères d'état civil de Nantes ;

Copie intégrale de l'**acte de naissance des enfants** (original et datant de moins de 3 mois)

Copie intégrale de l'**acte de mariage** (original et datant de moins de 3 mois).

* Cet acte est récupérable auprès de votre mairie de mariage. En cas de mariage à l'étranger, l'acte de mariage étranger traduit par un traducteur assermenté si aucun des époux n'a la nationalité française, sinon l'acte de mariage enregistré au Service Central d'État Civil de Nantes.

Contrat de mariage (éventuellement)

Copie authentique de l'**acte liquidatif ou de l'acte notarié de partage** (éventuellement)

Copie de votre dernier **avis d'imposition** (toutes les pages)

Déclaration sur l'honneur (à remplir et à signer).

- Déclaration de l'épouse
- Déclaration de l'époux

Formulaire d'information des enfants mineurs de leur droit à être entendu (en cas d'enfant mineur âgé de plus de 8 ans)

Chèque de 50,40 € à l'ordre du notaire désigné dans la convention de divorce

Un **règlement de 30 €** pour les frais postaux (LRAR)



DECLARATION OBLIGATOIRE SUR L'HONNEUR article 272 du Code civil

Mes nom et prénoms sont les suivants : _____

Je demeure actuellement à l'adresse
suivante : _____

1. JE RECONNAIS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DISPOSITIONS DE
L'ARTICLE 272 DU CODE CIVIL AINSI REDIGE :

« Dans le cadre de la fixation d'une prestation compensatoire, par le juge ou par les parties ou à l'occasion d'une demande de révision, les parties fournissent au juge une déclaration certifiant sur l'honneur l'exactitude de leurs ressources, revenus, patrimoine et conditions de vie.

Dans la détermination des besoins et des ressources, le juge ne prend pas en considération les sommes versées au titre de la réparation des accidents du travail et les sommes versées au titre du droit à compensation d'un handicap. ».

2. JE RECONNAIS AVOIR ETE INFORME(E) DE CE QUI SUIT :

(a) La présente attestation sur l'honneur a un caractère obligatoire ;

(b) En cas d'absence d'établissement par moi-même et de production de la présente attestation ou de production d'une attestation incomplète ou inexacte :

. ma demande de prestation compensatoire pourra être définitivement rejetée par le juge et je ne pourrai plus présenter une nouvelle demande à ce titre et/ou

. la demande de prestation compensatoire présentée par mon conjoint pourra être retenue dans sa globalité à mon préjudice ;

(c) Cette attestation sera versée à la procédure de divorce et sera ainsi communiquée par mon avocat au juge, à mon conjoint ainsi qu'à un éventuel expert désigné par le juge ;

(d) En cas de modification dans ma situation personnelle telle que décrite ci-après je m'engage à adresser immédiatement à mon avocat une nouvelle déclaration sur l'honneur et je conserve à cette fin un exemplaire vierge de ce document ;

(e) En cas de déclaration incomplète ou inexacte je m'expose outre au rejet de mes prétentions et arguments d'une part à des sanctions civiles pouvant être constituées par d'importants dommages intérêts que je devrai verser à mon conjoint et d'autre part à des sanctions pénales pouvant être constituées par les peines d'amende et d'emprisonnement prévues en matière de faux et d'escroquerie au jugement par les articles 441-1 et 313-1 du Code pénal soit un maximum de cinq ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende ;

3. JE DECLARE SUR L'HONNEUR L'EXACTITUDE CE QUI SUIT :

(a) Mes **ressources et revenus** mensuels et/ou annuels de toute nature et de quelque nature qu'ils soient, tant ceux déclarés à l'administration fiscale que ceux non déclarés et constitués notamment de revenus non imposables ou d'allocations familiales ou diverses sont les suivants (je précise tant la nature de ces ressources que leur montant et la fréquence de leur versement) :

(b) Mon **patrimoine** tant immobilier que mobilier comprenant notamment l'ensemble de mes biens, immeubles, terrains, fonds de commerce, parts de sociétés, actions, valeurs, objets précieux, économies diverses, etc. est constitué des éléments suivants (je précise tant la nature de ces biens que le lieu de leur situation ou de leur dépôt ainsi que l'évaluation de leur valeur) :

(c) Le passif grevant mon patrimoine et comprenant l'ensemble des dettes, emprunts, sommes diverses dues à des tiers en raison d'un contrat ou d'un fait ayant engagé ma responsabilité est constitué par les éléments suivants (je précise pour chacun des éléments de ce passif tant sa nature que son caractère échu ou non échu, la date à laquelle il est dû ainsi que son montant) :

(d) Mes **conditions de vie** sont les suivantes (je décris avec le maximum de précision mes conditions de vie matérielles, logement actuel, résidences secondaires, véhicules utilisés, train de vie ainsi que mes conditions de vie personnelles en précisant si je vis avec un nouveau compagnon ou une nouvelle compagne ou avec un tiers et/ou parent que j'héberge ou qui m'héberge) :

(e) Plus généralement je donne, le cas échéant, tout autre renseignement qui m'apparaîtrait utile à l'appréciation, par le juge, de ma situation actuelle :

FAIT A _____ LE _____

Ma signature précédée de la mention

« *lu et approuvé* » _____

**MODELE DE FORMULAIRE D'INFORMATION DES ENFANTS MINEURS DANS
LE CADRE D'UN DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL PAR ACTE SOUS
SIGNATURE PRIVÉE CONTRESIGNÉ PAR AVOCATS
DÉPOSÉ AU RANG DES MINUTES D'UN NOTAIRE**

Je m'appelle [prénoms et nom]

Je suis né(e) le [date de naissance]

Je suis informé(e) que j'ai le droit d'être entendu(e), par le juge ou par une personne désignée par lui, pour que mes sentiments soient pris en compte pour l'organisation de mes relations avec mes parents qui souhaitent divorcer.

Je suis informé(e) que j'ai le droit d'être assisté(e) d'un avocat.

Je suis informé(e) que je peux être entendu(e) seul(e), avec un avocat ou une personne de mon choix et qu'il sera rendu compte de cette audition à mes parents.

J'ai compris que, suite à ma demande, un juge sera saisi du divorce de mes parents.

Je souhaite être entendu(e) : OUI - NON

Date

Signature de l'enfant